



# Villes et Commerce Équitable

## Partenariats pour une économie inclusive

---

Note d'apprentissage



metropolis ●

UN HABITAT  
FOR A BETTER URBAN FUTURE

**Édition et coordination**

Commission du Développement Économique et Social Local de CGLU, Fonds Andalou de Municipalités pour la Solidarité Internationale (FAMSI)

**Rédaction**

IDEAS Initiatives d'économie alternative et solidaire, Commission du Développement Économique et Social Local de CGLU

**Dessin et mise en page**

BPS Aldiseño SLL

**Photo de couverture**

Erik Scheel

Le document est disponible en ligne à l'adresse suivante <https://desl.uclg.org/>

Pour plus d'informations, veuillez contacter [del.cglu@andaliciasolidaria.org](mailto:del.cglu@andaliciasolidaria.org)

Le copyright de cette publication appartient à CGLU.

Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, copiée ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou tout système de stockage et de récupération de l'information, sans l'autorisation du propriétaire du droit d'auteur, CGLU.

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne (UE) et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Son contenu relève de la seule responsabilité des auteurs et ne reflète pas nécessairement les opinions de CGLU, de l'UE ou de l'ASDI.

# SOMMAIRE

1. PRÉSENTATION .....	pag. 4
2. CONTEXTUALISATION .....	pag. 5
2.1. Les grands défis mondiaux .....	pag. 5
2.2. Le commerce équitable comme outil de transformation économique .....	pag. 6
3. LES AXES STRATÉGIQUES DU COMMERCE ÉQUITABLE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES ..	pag. 8
3.1. Les actions et alliances locale.....	pag. 8
3.2. L'emploi décent et le secteur informel .....	pag. 12
3.3. Les réponses aux défis mondiaux.....	pag. 13
4. CONCLUSIONS .....	pag. 14

## 1. PRÉSENTATION

Ce document rassemble les expériences de la session #CitiesAreListening « Villes et commerce équitable : partenariats locaux et défis mondiaux »<sup>1</sup>, qui a eu lieu le 3 février 2021, avec la représentation de villes et de régions du monde entier présentant l'impact de l'épidémie sur l'économie et l'emploi, et démontrant leurs efforts pour promouvoir un développement économique local inclusif et durable face aux défis rencontrés, à travers l'outil du commerce équitable.

Les expériences #CitiesAreListening, lancées par Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), Metropolis et ONU-Habitat, font partie d'un processus plus large de cocréation d'un plaidoyer public développé conjointement par les collectivités locales et régionales et nos partenaires, rassemblant la vision de l'organisation mondiale d'un Pacte pour l'avenir : pour les personnes, pour la planète et pour les gouvernements. La session sur l'inclusion économique, s'appuyant sur les résultats de l'expérience précédente #BeyondTheOutbreak, a été organisée par la Commission du développement économique et social local de CGLU, le Fonds andalou des municipalités pour la solidarité internationale (FAMSI) et FairTrade International. Cet espace a permis un dialogue au cours duquel les dirigeants des collectivités locales et régionales et les représentants de la société civile et de ses acteurs ont identifié les défis à relever et ont discuté du commerce équitable en tant que moyen d'assurer un développement local capable de fournir des alternatives axées sur la transition écologique et la lutte contre les inégalités, articulées dans une perspective de pacte social.

Selon le Décalogue de CGLU pour l'ère post-COVID-19, « il sera essentiel de rééquilibrer la relation entre la croissance économique, l'environnement et les priorités publiques »<sup>2</sup>. Ainsi, l'objectif de cette session et de sa note d'apprentissage sera de souligner l'importance de la collaboration au niveau local pour transformer nos modèles de production et la dynamique du commerce mondial vers un système plus équitable. Les bonnes pratiques et les leçons tirées de la conférence sont destinées à être systématisées dans ce document et à servir d'outil pour les collectivités locales et régionales, contribuant ainsi au Pacte pour l'avenir par la promotion du commerce équitable comme alternative au système commercial conventionnel. Une alternative qui favorise le développement des territoires par des pratiques environnementales et sociales plus justes et plus respectueuses. Avec le Pacte pour l'avenir, les collectivités locales et régionales manifestent un changement de paradigme dans la conception du développement

économique territorial en promouvant une reprise résiliente dans toutes les dimensions - personnes, planète et gouvernements - dans laquelle le commerce équitable constitue une opportunité pour transformer le modèle de production et de consommation de bas en haut et ne laissant personne derrière.

Le commerce équitable est identifié comme un moyen efficace de contribuer au développement durable. Grâce à l'application de ses dix principes de production et de commercialisation fondés sur le respect, la coopération, la durabilité environnementale et la solidarité, elle a un impact direct sur plusieurs cibles des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, notamment l'ODD 1 sur l'élimination de la pauvreté, l'ODD 8 sur le travail décent et la croissance économique et l'ODD 12 sur la production et la consommation responsables<sup>3</sup>. La mise en œuvre des pratiques du commerce équitable a également un impact direct sur les ODD 5 et 7 (pas de travail des enfants ou de travail forcé et pas de discrimination fondée sur l'égalité des sexes, respectivement) ; et l'ODD 10 (respect de l'environnement).

Ce document rassemble les principales propositions de valorisation des expériences présentées dans le dialogue, organisées autour de trois axes thématiques : action et partenariats locaux, emploi décent et secteur informel, et réponses aux défis mondiaux.

À cette fin, le document est structuré en trois blocs de contenu, avec un premier bloc de contextualisation dans lequel sont exposés les concepts et les dimensions de la crise écologique et sociale dans laquelle nous nous trouvons, suivi d'une section visant à définir les domaines d'action les plus pertinents pour le commerce équitable. La troisième section présente les contributions clés tirées des actions partagées au cours de la journée, classées selon les trois axes thématiques proposés pour cette session : Action et alliances locales, Emploi décent et secteur informel, et Réponses aux défis mondiaux. Ce bloc est accompagné d'exemples pratiques qui illustrent les leçons apprises. Enfin, un certain nombre de conclusions sont tirées.

<sup>1</sup> De plus amples informations sur la session #CitiesAreListening Villes et commerce équitable : partenariats locaux et défis mondiaux sont disponibles à l'adresse suivante <https://www.citiesarelistening.uclg.org/fr/sessions/fair-trade/>

<sup>2</sup> CGLU (2020). Décalogue pour l'ère post-COVID-19. Une occasion d'assumer la responsabilité des générations futures. [https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue\\_covid19.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/decalogue_covid19.pdf)

<sup>3</sup> IDEAS (2017). Le commerce équitable et les ODD : une voie commune. [https://ideas.coop/wp-content/uploads/2017/11/informeODS\\_Nociembrepq.pdf](https://ideas.coop/wp-content/uploads/2017/11/informeODS_Nociembrepq.pdf)

## 2. CONTEXTUALISATION

### 2.1. LES GRANDS DÉFIS MONDIAUX

**L**e moment actuel appelle la mise en œuvre de mesures urgentes, compte tenu des besoins de nos sociétés dans une crise systémique multidimensionnelle. Comme l'ont souligné les orateurs d'ouverture, nos villes et nos communautés sont aujourd'hui confrontées à de nombreux défis. Selon Roberto Di Meglio, spécialiste du développement économique local à l'Organisation internationale du travail (OIT), l'activité économique a été considérée comme un système fermé et sans influence de l'environnement social et naturel<sup>4</sup>. Cette déconnexion entre l'économie conventionnelle et les bases matérielles qui permettent la vie, l'ignorance de la dépendance de l'homme vis-à-vis de la nature et des autres personnes qui prennent soin de son corps, une technoscience extrêmement puissante qui permet d'augmenter la dimension physique de l'économie et la disponibilité d'une énergie fossile bon marché ont conduit à une manière d'habiter la planète qui est profondément incompatible avec l'organisation du vivant.

También Emilia Saiz, Secretaria General de CGLU, Bernadia Irawati, Secretaria General de CGLU ASPAC, que moderó la sesión, y Darío Soto, CEO de Fairtrade International, argumentaron la necesidad de construir desde el nivel local y transformar nuestras economías desde la proximidad, dando valor al conocimiento colectivo y la participación y teniendo en cuenta a los productores locales y a los consumidores.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, Bernadia Irawati, secrétaire générale de CGLU ASPAC, qui a modéré la session, et Darío Soto, PDG de Fairtrade International, ont également fait valoir la nécessité de construire à partir du niveau local et de transformer nos économies à partir de la proximité, en valorisant la connaissance collective et la participation et en tenant compte des producteurs locaux et des consommateurs.

Avec l'incidence croissante du changement climatique, les pandémies et les événements climatiques extrêmes deviennent de plus en plus fréquents et ont un impact majeur sur les groupes de producteurs agricoles. Le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) conclut dans un rapport publié l'année dernière que limiter le réchauffement de la planète à environ 1,5°C, voire 2°C, est déjà, à notre niveau d'émissions, un objectif inatteignable et donc aux conséquences catastrophiques dans tous les cas<sup>5</sup>. Celles-ci font des ravages dans notre système alimentaire et, par exemple, d'ici 2050, on estime que jusqu'à 50 % de la

production de café sera perdue en raison de la crise climatique, ce qui entraînera des dommages et des pertes considérables.

Ces événements, liés à l'augmentation des pandémies, causent à leur tour d'autres défis tels que l'accroissement des inégalités ou la migration forcée des populations des zones rurales vers les villes à la recherche de meilleures conditions de vie<sup>6</sup>. L'année dernière, Oxfam International a publié son dernier rapport analysant les impacts sociaux du COVID-19. Le rapport indique que depuis le début de la pandémie, le nombre de personnes vivant dans des conditions proches de la famine a été multiplié par six<sup>7</sup>. Selon le rapport, les conflits seraient le principal facteur d'aggravation de la faim depuis le début de la pandémie, suivis par les conséquences économiques, augmentant les inégalités et aggravant la pauvreté : selon les estimations, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté devrait atteindre 745 millions d'ici la fin de 2021, ce qui représente une augmentation de 100 millions de personnes depuis le début de la crise sanitaire.

Un autre défi majeur découle de notre modèle communautaire : les villes abritent le plus grand pourcentage de personnes, et donc de consommateurs, qui ont besoin de grandes surfaces pour s'approvisionner. Les grandes plateformes commerciales profitent de l'avantage de conglomérer la plus grande partie des consommateurs pour acquérir des biens à des prix très bas, voire inférieurs au coût de production supporté par les agriculteurs.

*« Il sera inévitable de transformer la façon dont nous comprenons la production, la consommation, et de réfléchir à l'avenir du travail. Il n'y a pas un seul type d'économie, et le commerce équitable sera essentiel pour garantir que l'informalité soit prise en compte dans les discussions futures »,*

**Emilia Saiz**, secrétaire générale de CGLU.

<sup>4</sup> Yayo Herrero (2015). Notes introductives sur l'écoféminisme. [https://publicaciones.hegoa.ehu.eus/uploads/pdfs/278/Boletin\\_n%C2%BA43.pdf?1488539850](https://publicaciones.hegoa.ehu.eus/uploads/pdfs/278/Boletin_n%C2%BA43.pdf?1488539850)

<sup>5</sup> Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2021). Changement climatique 2021 : Base physique. [https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC\\_WGI-AR6-Press-Release\\_fr.pdf](https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/2021/08/IPCC_WGI-AR6-Press-Release_fr.pdf)

<sup>6</sup> Fernando Valladares, CSIC. Biodiversité et COVID-19. <https://www.valladares.info/pandemias/>

<sup>7</sup> Oxfam intermon (2021). The Hunger Virus 2.0. [https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2021/07/the-hunger-virus-2.0\\_media-brief\\_en.pdf](https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2021/07/the-hunger-virus-2.0_media-brief_en.pdf)

Il convient également de mentionner les transformations des écosystèmes ayant des répercussions sur notre santé qui sont la conséquence de l'agriculture industrielle à grande échelle, de l'élevage intensif et d'un système alimentaire transnational contrôlé par de grandes entreprises, qui sapent la souveraineté alimentaire des peuples et contribuent à l'appauvrissement de nombreuses communautés de producteurs.

Ce moment, comme l'a souligné Emilia Saiz, est spécial parce que la pandémie de COVID-19 a permis de faire comprendre que nous devons changer notre façon de nous comporter les uns envers les autres, envers les gouvernements et envers notre planète. Et ce changement doit se produire au niveau local, à partir des communautés, qui ont un rôle de premier plan dans la construction conjointe d'un système qui tient compte des conditions des producteurs locaux, des consommateurs et des travailleurs informels. Et comprendre que **la seule façon d'y parvenir est de faire preuve de solidarité, de créer des solutions généralisables à tous et, pour ce faire, de réinventer les gouvernements et la démocratie**, car si nous ne le faisons pas, il sera impossible de changer notre façon de comprendre la consommation, la production et nos emplois. Selon Saiz, la première étape à franchir est admettre qu'il n'existe pas un seul type d'économie. Notre perspective doit également tenir compte des économies informelles auxquelles nous avons affaire. Et c'est cet aspect particulier que partagent le commerce équitable et le commerce de proximité qui enrichit le débat sur la transformation de l'économie et le rôle qu'y jouent les gouvernements. Il est primordial de relier la proximité et le global<sup>8</sup>.

Les collectivités locales et régionales jouent un rôle essentiel en tant que moteurs du changement des modes de consommation et de production, ce qui permet de fournir des services inclusifs et équitables, favorisant la préservation des biens communs et la promotion des droits de l'homme<sup>9</sup>. En ce sens, le commerce équitable et le commerce de proximité enrichissent le débat sur la transformation de l'économie et le rôle des gouvernements, en reliant de manière solidaire le local au global ; en impulsant des stratégies de développement local qui intègrent les différentes sphères de la vie humaine.

## 2.2. LE COMMERCE ÉQUITABLE COMME OUTIL DE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Le mouvement du commerce équitable a vu le jour il y a plus de 60 ans dans le but de modifier les pratiques commerciales internationales et de générer des pratiques de production et de commercialisation plus durables, selon des paramètres de responsabilité et de solidarité avec les communautés de producteurs défavorisées.

Selon la Charte internationale du commerce équitable, il s'agit d'une alliance commerciale fondée sur le **alli-iance commerciale fondée sur le dialogue, la transparen-ce et le respect qui vise à une plus grande équité dans le commerce international**. Elle contribue au développement durable en offrant de meilleures conditions commerciales et en garantissant les droits des producteurs et des travailleurs marginalisés, notamment dans le Sud. Les organisations de commerce équitable, soutenues par les consommateurs, s'engagent activement à soutenir les producteurs, à sensibiliser l'opinion publique et à faire campagne pour modifier les règles et pratiques du commerce international.

L'Organisation mondiale du commerce équitable définit 10 principes à respecter par les organisations. Grâce à ces principes, le commerce équitable **offre la possibili-té de soutenir les petits groupes de producteurs et de générer des opportunités d'emploi décent, en encou-rageant la transition vers un travail stable et formel**. En outre, les marchés publics responsables constituent un outil essentiel pour les gouvernements afin de soutenir cet objectif.

<sup>8</sup> Extrait de l'intervention au séminaire d'Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU.

<sup>9</sup> CGLU (2019). Déclaration politique de Durban. Envisager l'avenir de notre municipalité internationale renouvelée. [https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg\\_durban2019politicaldeclaration\\_fr.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg_durban2019politicaldeclaration_fr.pdf)

Le Parlement européen reconnaît le commerce équitable comme un outil de coopération au développement, comme l'indique le point 5 de la résolution sur le commerce équitable et le développement 2005/2245 (INI) adoptée en juillet 2006 : « Le système du commerce équitable s'avère être un **instrument important pour la réduction de la pauvreté et le développement durable**, et considère qu'à long terme, il pourrait faciliter une participation équitable des pays en développement au système commercial multilatéral, leur garantir un accès stable et durable au marché européen et accroître la sensibilisation des consommateurs »<sup>10</sup>.

De même, l'ONU reconnaît le commerce équitable, dans son document de position du groupe de travail de l'ONU sur l'économie sociale et solidaire<sup>11</sup>, comme un outil de promotion de systèmes agroalimentaires plus équitables.

### **COVID-19 et le commerce équitable : un exemple de résilience communautaire grâce au commerce équitable.**

La prime sociale Fairtrade, une prime versée aux groupes de producteurs pour être investie collectivement dans le développement communautaire, est l'un des outils utilisés par Fairtrade pour lutter contre la pauvreté. Selon Darío Soto, PDG de Fairtrade International et Xiomara Paredes, PDG de CLAC [Coordination latino-américaine et caribéenne des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable], en 2020, les producteurs du commerce équitable ont pu investir cette prime dans des équipements et des protocoles de biosécurité pour la prévention du COVID-19, l'acquisition de nourriture pour les personnes dans les communautés et la socialisation des mesures de protection et d'hygiène pour les communautés.

En outre, les organisations de commerce équitable ont pu mobiliser un total de 16 millions d'euros pour les fonds d'urgence et de relance, ainsi que pour renforcer les ventes en maintenant les chaînes de production ouvertes afin de garantir un revenu aux groupes de producteurs.

<sup>10</sup> Parlement européen (2005). Résolution du Parlement européen sur le commerce équitable et le développement (2005/2245(INI)). <https://op.europa.eu/es/publication-detail/-/publication/36f23154-3dc7-48ca-8ea2-cd5ed0acf9b8/language-fr>

<sup>11</sup> Nations unies (2014). Prise de position du groupe de travail des Nations Unies sur l'économie sociale et solidaire. [http://unsse.org/wp-content/uploads/2014/08/Position-Paper\\_TFSSE\\_Esp1.pdf](http://unsse.org/wp-content/uploads/2014/08/Position-Paper_TFSSE_Esp1.pdf)

## 3. LES AXES STRATÉGIQUES DU COMMERCE ÉQUITABLE POUR LES COLLECTIVITÉS LOCALES

### 3.1. ACTION ET ALLIANCES LOCALES

Le commerce équitable implique un système de relations différentes qui prend en compte les personnes et la planète et promeut des stratégies d'innovation sociale qui changent les manières dont les institutions se rapportent les unes aux autres et à la société. Cette démarche a un impact plus important si elle est également comprise à partir d'une stratégie de développement économique local axée sur la création d'alliances par le biais du dialogue entre les collectivités, la société civile, le secteur des affaires et les syndicats.

C'est pourquoi, afin d'augmenter l'impact global et local des actions du commerce équitable, ainsi que de transformer et d'encourager la mise en œuvre de politiques de consommation responsable, d'achats éthiques et de promotion du commerce équitable dans et à partir de nos villes, il est conseillé d'influencer les différents domaines du commerce équitable en intégrant les aspects réussis des actions analysées, en mettant particulièrement l'accent sur la création de réseaux et d'alliances locales et mondiales et sur les achats publics selon des critères éthiques.

#### » Mise en place de réseaux et de partenariats locaux et mondiaux

Le travail en réseau au sein du commerce équitable nous permet d'unifier les efforts et d'élargir les visions et les perspectives de travail, de faire campagne de manière plus représentative pour toutes les parties membres, en maximisant les ressources disponibles et en amplifiant la portée de l'action. Le succès du mouvement du commerce équitable réside en partie dans sa propre structure organisationnelle, fondée sur la coopération et la mise en réseau comme principale **stratégie pour représenter une alternative économique solide** face aux grandes sociétés transnationales qui dominent les marchés mondiaux. Le commerce équitable contribue ainsi à la nécessaire transition d'un système international vers un système interurbain, interdépendant et solidaire des collectivités locales.

Dans ce sens, le mouvement international local et régional se structure sur la base de liens plus étroits entre un système de villes plus équilibré et le renforcement de la continuité entre les zones urbaines

et rurales<sup>12</sup>, un espace dans lequel le commerce équitable présente des avancées importantes.

La CLAC en est un bon exemple<sup>13</sup>, réseau qui représente toutes les organisations de commerce équitable de l'Amérique latine et les Caraïbes. La CLAC est considérée comme **l'outil permettant à ces organisations de commerce équitable d'entretenir des relations internationales, de représenter leurs membres et de promouvoir leurs intérêts et ceux de leurs communautés**. En outre, la plupart des organisations de commerce équitable s'organisent au niveau national par le biais de coordinateurs territoriaux.

Un autre bon exemple d'alliances au sein du commerce équitable est lié à **l'obligation des groupes de producteurs de s'associer et d'établir des processus décisionnels démocratiques** dans le cadre de leur participation aux réseaux du commerce équitable. Le partenariat le plus important en ce sens dans nos villes est celui des collectivités locales et de la société civile, qui **doivent avoir une confiance totale dans leurs performances respectives, leurs objectifs communs et leur gouvernance**. Un exemple de ce partenariat est la mise en place de réseaux<sup>14</sup> et des coordinateurs au niveau local et international au sein du mouvement du commerce équitable, ce qui permet de mener des campagnes à fort impact, telles que la **campagne Villes pour le commerce équitable**<sup>15</sup>. Cette campagne est mise en œuvre dans un grand nombre de villes du monde entier, travaillant selon des critères communs et dans le respect d'une série de normes internationalement reconnues pour promouvoir la défense de la justice locale et environnementale.

Trois des expériences présentées au cours de la session correspondent à des exemples de développement de cette campagne : dans la ville de Quito, en Équateur ; en Espagne et dans la région métropolitaine de Nuremberg, en Allemagne.

Luis Robles, conseiller municipal de la ville de Quito, en Équateur, a partagé au cours de la session les réalisations et les défis de Quito, ville du commerce équitable depuis 2015. Parmi eux, la mise en réseau

<sup>12</sup> CGLU (2019). Déclaration politique de Durban. Envisager l'avenir d'un mouvement municipal international renouvelé. [https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg\\_durban2019politicaldeclaration\\_fr.pdf](https://www.uclg.org/sites/default/files/uclg_durban2019politicaldeclaration_fr.pdf)

<sup>13</sup> Coordination latino-américaine et caribéenne des petits producteurs et travailleurs du commerce équitable. <https://clac-comerciojusto.org/>

<sup>14</sup> European Union (2021). Best practices from the Fair Trade alliance of Bruges and Ebolowa. <https://europa.eu/capacity4dev/articles/cities-fair-trade-alliances-sustainable-chocolate-chain>

<sup>15</sup> Les faits concernant la campagne internationale Villes pour le commerce équitable sont disponibles à l'adresse suivante <http://www.fairtradetowns.org/>

de la collectivité locale, de son secrétariat au développement productif et de l'agence de promotion économique Conquito. Les entreprises locales collaborent avec d'autres acteurs du commerce équitable dans la ville, tels que les coopératives, le coordinateur équatorien du commerce équitable (CECJ), l'UTE et les universités. Avec l'objectif commun de transformer son économie vers un modèle plus équitable, il s'agit d'assurer un minimum de 10 % de marchés publics éthiques, la promotion de l'économie sociale et solidaire et du commerce équitable, et le renforcement des points de vente de produits équitables.

La ville de Quito présente ainsi des actions destinées à la fois aux consommateurs et aux producteurs. Un effort particulier est consacré à la création d'alliances avec le monde universitaire pour sensibiliser la communauté et, récemment, au renforcement des canaux de marketing numérique (plateformes de commerce électronique) pour les communautés de producteurs.

#### **Les défis de Quito, ville pour le commerce équitable :**

- » Créer des politiques publiques permettant l'optimisation des espaces et améliorant les circuits de commercialisation et la distribution directe des producteurs - Circuits de commercialisation courts.
- » Renforcer l'associativité et les processus intégraux de production et de commercialisation avec innovation et valeur ajoutée.
- » Augmenter le pourcentage de marchés publics responsables.

Dans le cas de la région métropolitaine de Nuremberg<sup>16</sup>, il convient de souligner les alliances territoriales établies autour de la campagne Villes pour le commerce équitable, qui ont eu un grand impact dans tous les domaines. Il s'agit d'une alliance de plusieurs municipalités du sud de l'Allemagne qui ont uni leurs forces pour travailler ensemble sur des projets et des questions d'intérêt commun tels que le développement durable, les infrastructures ou la promotion des produits régionaux. L'alliance couvre une région de 3,6 millions d'habitants répartis dans 23 districts et 11 villes sans district.

Le mouvement du commerce équitable dans la région est né d'un mouvement social de base formé il y a des décennies par des commerces, des ONG, des villes de commerce équitable, des magasins de commerce équitable, etc., qui a généré un réseau solide jusqu'en 2017, lorsqu'elle a été déclarée première région métropolitaine de commerce équitable. Les stratégies mises en œuvre comprennent notamment des actions de « marketing urbain », le développement de campagnes de sensibilisation conjointes entre municipalités, la promotion de marchés publics collectifs responsables et la création d'outils permettant de garantir la transparence de tous les processus.

*« Notre nouvelle stratégie est d'apporter une approche transformatrice pour améliorer les moyens de subsistance des producteurs, à travers l'impact de FairTrade dans le monde, et de chercher à responsabiliser les consommateurs pour en faire des citoyens responsables. Nous ne pouvons pas y arriver seuls, ce n'est qu'en combinant nos efforts que nous pourrons créer ce lien »,*

**Darío Soto**, PDG de Fair Trade International.

<sup>16</sup> Les données relatives à la région métropolitaine de Nuremberg sont disponibles à l'adresse suivante : <https://faire-metropolregionnuernberg.de/>

Un autre exemple de succès présenté dans cette ligne est la campagne #Localízanos, de Xiomara Paredes de la CLAC, à laquelle huit villes de sept pays d'Amérique latine ont participé et ont réussi à générer un grand impact dans la promotion des marchés locaux et de la consommation responsable en faveur des petits producteurs du commerce équitable.

**Les alliances pour maximiser l'impact du commerce équitable doivent se faire à la fois en interne et en externe**, avec d'autres agents et mouvements exogènes au commerce équitable mais également sensibles à la transformation du modèle économique et à la protection des droits de l'homme et de la planète. Un exemple, en Espagne, est la campagne « Villes pour le commerce équitable » qui, depuis quelques années, réunit des organisations de production locales et agro-écologiques dans les groupes de travail sur le commerce équitable de différentes villes.

Selon David Comet, membre de la coopérative de commerce équitable IDEAS<sup>17</sup>, organe de coordination de la campagne des Villes pour le commerce équitable en Espagne, la promotion du commerce équitable est liée à d'autres revendications sociales, intégrant la promotion de la production locale, durable et écologique à son engagement envers le commerce équitable, ce qui donne lieu à une alliance mutuellement bénéfique. De cette façon, cette alliance intègre les demandes des citoyens pour continuer à réduire l'impact environnemental des pratiques commerciales, en faisant siennes les demandes des producteurs locaux et en générant des synergies et des espaces communs qui permettent de promouvoir une consommation durable globale, qui intègre les producteurs locaux et ceux du commerce équitable.

### » Achat public éthique

En plus d'encourager le changement du modèle de consommation, les marchés publics responsables peuvent garantir la durabilité et la cohérence sociale et environnementale des politiques publiques, car celles-ci ne sont pas seulement le reflet de la société qu'elles représentent, mais elles ouvrent également la voie à la réalisation des priorités communautaires. En Europe, par exemple, les achats des institutions publiques représentent 16 à 18 % du PIB, ce qui en fait un outil essentiel pour transformer le système économique et de consommation et contribuer à en atténuer les effets.

Les contrats du secteur public fondés sur des critères d'équilibre social, environnemental et économique constituent un instrument efficace pour promouvoir les initiatives de commerce équitable. Il est donc essentiel que les politiques et les mesures associées à l'application de la législation soient cohérentes avec les objectifs de développement social et visent le bien commun. Il est important d'établir et d'améliorer les réglementations afin de préserver l'intégrité des travailleurs. Les marchés publics doivent être écologiques, tenir compte de la dimension de genre et être établis de manière à pouvoir être transmis du niveau international au niveau local.

En Europe, la directive 2014/24 du Parlement européen et du Conseil du 26 février sur les marchés publics pose les bases structurelles de son utilisation en tant qu'outil stratégique pour promouvoir les objectifs que chaque pays se fixe et encourage les États à en tirer le meilleur parti, en passant des marchés en faveur d'une croissance inclusive, qui comprend les PME et les entreprises de l'économie sociale, en appliquant des solutions durables et économies en ressources

<sup>17</sup> De plus amples informations sur le commerce équitable d'IDEAS sont disponibles à l'adresse suivante: <https://ideas.coop/>

Dans le cas de l'expérience de la région métropolitaine de Nuremberg, son engagement en faveur des marchés publics responsables est remarquable. À cette fin, 70 municipalités se sont ralliées en signant le **Pacte pour les achats durables** par lequel elles s'engagent à adopter des résolutions du conseil municipal et du conseil de district sur les marchés publics durables, à élaborer et à mettre en œuvre des lignes directrices sur les marchés publics durables et à acheter des produits durables pour un montant de 8 millions d'euros, entre autres. Grâce au Pacte, elles ont créé un outil permettant de mesurer l'impact des marchés publics et d'identifier les besoins d'action en matière d'appels d'offres axés sur la demande, un tableau de bord qui rend visible la manière dont les 8 millions d'euros sont gérés afin d'assurer la transparence des processus. En outre, cela contribue à la diffusion du travail effectué et au partage des bonnes pratiques en matière de marchés publics éthiques, en publiant non seulement les critères de passation de marchés appliqués, mais aussi les spécifications et les listes de fournisseurs. Dans le but de faire connaître la portée de cet outil, elles ont travaillé à la promotion de la large gamme de fournitures qui composent les marchés publics responsables. Dans cette optique, elles ont développé des campagnes telles que « La valise des marchés publics durables » et une exposition itinérante qui vise à informer les employés des municipalités sur les options et les activités en matière de marchés publics durables dans la région, ainsi qu'à recueillir les idées et les suggestions des visiteurs sur la manière de renforcer l'engagement.

Afin de promouvoir des marchés publics éthiques, il est non seulement essentiel de travailler à partir de et avec les collectivités locales, mais aussi, **d'influencer les entreprises qui fournissent les services à acheter en leur donnant des informations et des conseils** afin qu'elles puissent accéder aux appels d'offres et aux offres de marchés publics.

C'est le cas de l'expérience partagée par **Liviana Zorzi, du Centre régional du PNUD à Bangkok**<sup>18</sup>. Cette initiative a été créée dans le but de soutenir et de conseiller à la fois les collectivités locales et les entreprises sur les meilleures stratégies pour des marchés publics responsables efficaces. À cette fin, l'écosystème des entreprises est analysé et les relations entre les différents acteurs et parties prenantes sont identifiées. Sur la base de cette analyse, des stratégies d'influence spécifique sur chaque acteur du processus de marchés publics sont développées. Sur les collectivités locales, en sensibilisant et en formant des fonctionnaires sur l'importance d'abandonner la logique du coût comme seul critère valable pour la passation de marchés. Sur les fournisseurs, en interagissant avec les grandes multinationales, les PME et les micro-entreprises, ainsi qu'avec les start-ups et les jeunes entrepreneurs, pour le développement d'une série d'outils d'intégrité commerciale qui fournissent des informations sur les principales normes anticorruption, sur la manière de s'y conformer et sur la manière d'accéder aux appels d'offres et aux offres de marchés publics.

<sup>18</sup> Des informations sur le Centre régional du PNUD à Bangkok sont disponibles à l'adresse suivante: <https://www.asia-pacific.undp.org/content/rbap/en/home/about-us/regional-hub.html>

### 3.2. L'EMPLOI DÉCENT ET LE SECTEUR INFORMEL

Le commerce équitable vise à garantir des emplois de qualité et à permettre aux groupes de producteurs de sortir de la pauvreté grâce à l'établissement de relations commerciales éthiques et respectueuses. En ce qui concerne le travail, le commerce équitable promeut le respect des réglementations locales et des conventions internationales sur la liberté syndicale et la négociation collective, l'élimination de la discrimination en promouvant un environnement de travail sûr et sain, et encourage le renforcement des capacités des travailleurs.

Le commerce équitable garantit également l'absence de travail des enfants et de travail forcé. Le travail des enfants est principalement concentré dans l'agriculture (71 %), dans le cas spécifique du cacao, l'UNICEF estime qu'il y a environ 160 000 enfants esclaves travaillant pour l'industrie du cacao en Afrique de l'Ouest. Cette région représente 70 % de la production mondiale de cacao, la Côte d'Ivoire étant le principal producteur.

Les pratiques commerciales du commerce équitable comprennent le paiement d'un prix équitable, convenu mutuellement par toutes les parties par le biais du dialogue et de la participation, et soutenu par le marché, c'est-à-dire la fourniture d'une rémunération socialement acceptable dans le contexte local, considérée par les producteurs eux-mêmes comme équitable, et tenant compte du principe de l'égalité de rémunération du travail entre les femmes et les hommes.

En outre, le commerce équitable prévoit le paiement anticipé d'au moins 50 % du montant convenu si la demande en est faite et le maintien de relations commerciales à long terme fondées sur la solidarité, la confiance et le respect mutuel, qui permettent aux producteurs de bénéficier d'une stabilité économique durable, favorisant l'inclusion économique et le développement durable au niveau local.

A partir des expériences liées au travail direct avec les communautés de producteurs, nous pouvons distinguer le travail effectué à partir de deux approches ou stratégies différentes. D'une part, le travail réalisé à **Quito à travers la campagne Villes pour le commerce équitable**, dans laquelle sont promues des initiatives législatives avec des acteurs locaux pour renforcer l'organisation, la formation et la commercialisation des petits producteurs avec une approche sociale et solidaire,

étant donné qu'en Équateur, il existe de nombreux producteurs qui travaillent selon les principes du commerce équitable mais qui ne connaissent pas les réseaux et les certifications du commerce équitable et/ou sont pris en otage par des intermédiaires et ont besoin d'un soutien pour effectuer cette transition.

D'autre part, la **CLAC travaille directement avec les groupes de producteurs du commerce équitable** en Amérique latine, en se concentrant spécifiquement sur les principaux défis auxquels ils sont confrontés, tels que les obstacles à l'accès aux marchés équitables, étant donné que les canaux commerciaux traditionnels sont souvent dominés par de grandes sociétés transnationales, les obstacles à l'obtention d'un prix durable, l'absence de changement de génération parmi les producteurs, et la difficulté à combattre les effets du changement climatique, qui entraîne des pertes importantes pour les producteurs. Les mesures d'adaptation développées par la CLAC sont centrées sur les populations les plus vulnérables, sur les environnements et les écosystèmes les plus dégradés et ayant le plus tendance à poursuivre ces processus, sur les infrastructures et les secteurs productifs du pays, sur la gestion et la manipulation des ressources hydriques et sur l'articulation des instruments de planification.

Les actions proposées par la CLAC visent à renforcer la gestion de la recherche et du transfert de connaissances, à améliorer l'utilisation du territoire en tant que stratégie de réduction de la vulnérabilité, à améliorer la capacité d'adaptation des communautés les plus vulnérables, à concevoir et à mettre en œuvre un dispositif institutionnel approprié pour l'adaptation, à valoriser et à protéger la base productive fondée sur les biens et services de la biodiversité, et à renforcer la gestion de la coopération et des ressources pour l'adaptation.

### 3.3. LES RÉPONSES AUX DÉFIS MONDIAUX

À l'heure où des solutions urgentes sont nécessaires, un mouvement transformationnel commun qui, à partir du niveau local et communautaire, a un impact sur les personnes et la planète, est particulièrement pertinent<sup>19</sup>. Il est impératif de rendre visibles les bonnes pratiques qui ont réussi à établir des leaderships partagés dans toutes les sphères : sociales, institutionnelles et commerciales ; en établissant des réseaux locaux et mondiaux basés sur le respect et la transparence.

Les initiatives compilées dans la session constituent une série de bonnes pratiques pour la promotion du commerce équitable comme outil économique de transformation. En particulier, celles qui sont encadrées dans le programme international Villes pour le commerce équitable présentent une évolution et un développement territorial stratégique maintenu dans le temps, en menant des actions coordonnées à différents niveaux d'incidence et dirigées collectivement par des groupes de travail composés de producteurs et d'organisations du commerce équitable, de points de vente et de collectivités locales, entre autres.

*« Il est essentiel de se demander comment les collectivités locales et régionales peuvent jouer un rôle dans le commerce équitable afin d'apporter l'égalité à toutes les personnes. En Asie, nous constatons des difficultés à mettre en relation les consommateurs et les producteurs, et c'est souvent aux collectivité locales d'encourager les producteurs à se développer »,*

Bernadia Irawati, secrétaire général de CGLU ASPAC.

Pour influencer la transformation de notre modèle économique vers d'autres modèles plus équitables, des actions sont nécessaires de la part de chaque groupe d'acteurs : groupes de producteurs, organisations de commerce équitable, commerçants, collectivités locales, consommateurs civils, etc. Nous devons agir non seulement individuellement, mais aussi collectivement, afin d'influencer les autres parties dans la transition vers un modèle économique plus équitable, respectueux des personnes et de la planète. Dans le domaine social, il est d'une importance vitale que la société civile participe, par sa consommation individuelle, à des alternatives plus équitables et, en tant que consommateurs, qu'elle exige que les gouvernements et les entreprises optent pour le commerce équitable.

<sup>19</sup> Extrait de l'intervention d'Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, lors du séminaire.

<sup>20</sup> Coordinatrice nationale de commerce équitable (2019). Le commerce équitable en Espagne en 2019. <https://comerciojusto.org/wp-content/uploads/2020/10/Informe-Comercio-Justo-2019-def.pdf>

En ce sens, plusieurs des expériences présentées lors de la conférence ont mentionné l'importance de l'engagement des consommateurs, des entreprises responsables et des jeunes et des femmes qui mènent ces changements.

Dans le cas spécifique de l'Espagne, le succès obtenu grâce aux actions de sensibilisation, qui se sont traduites par la consommation de produits issus du commerce éthique, a été démontré. Selon le dernier rapport présenté par le coordinateur espagnol du commerce équitable, en 2019, le commerce équitable a atteint un volume des ventes de 138,5 millions d'euros dans l'ensemble de l'Espagne, ce qui représente une augmentation de plus de 60 millions d'euros par rapport à l'année précédente et, en termes relatifs, une croissance de 78 % par rapport à 2018<sup>20</sup>.

Actuellement, on observe également une tendance à la hausse du nombre et de la reconnaissance de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises. De nombreuses entreprises renforcent l'échelle de valeur de leurs produits en prenant soin des relations humaines et environnementales qui s'établissent tout au long de la chaîne de production, c'est-à-dire en démontrant les avantages sociaux et environnementaux résultant de leur activité. Ce fait est également identifié par Fairtrade International comme l'une des opportunités pour le commerce équitable aujourd'hui : les entreprises et les jeunes entrepreneurs deviennent un axe de changement, conscients de leur rôle dans l'économie et le reflet de la société qui soutient le travail commercial engagé dans les principes du commerce équitable.

Mareike Grytz, responsable du commerce équitable dans la région métropolitaine de Nuremberg, a souligné qu'une action essentielle pour les administrations et les collectivités locales était la mise en place d'un **cadre politique favorable pour générer un changement systémique**. À partir de là, le rôle de l'administration locale est vital, non seulement pour la contribution élevée que les marchés publics éthiques impliquent, mais aussi pour soutenir les alternatives de consommation éthique en facilitant la mise en place de circuits de commercialisation courts et sûrs, le développement des marchés locaux et le soutien du travail des organisations de commerce équitable avec des ressources pour les groupes de producteurs et la promotion de projets de coopération internationale.

## 4. CONCLUSIONS

**A**l'heure d'une crise systémique multidimensionnelle comme celle que traversent nos sociétés, l'économie traduite par le commerce et la consommation collective et individuelle se présente comme une réponse à nombre des grands défis identifiés.

Afin de conduire le changement depuis les villes, il est important d'institutionnaliser les politiques de commerce équitable à moyen et long terme, et d'identifier les liens entre le commerce équitable et la consommation durable, notamment dans les chaînes alimentaires. Les voix des personnes les plus vulnérables doivent être entendues et les outils locaux doivent apporter des réponses et se traduire par des changements au niveau mondial. L'intégration des droits des consommateurs et des producteurs dans nos systèmes permettra de générer des synergies et des espaces communs pour créer un commerce mondial équitable.

Les politiques de commerce équitable sont une voie vers une chaîne d'approvisionnement qui facilitera la transparence en termes de rémunération et l'accès aux marchés mondiaux. Dans cette ligne, la campagne Villes pour le commerce équitable représente un exemple inclusif d'« influence au niveau mondial à partir du local », fournissant un cadre de travail pour les villes, mais avec la liberté nécessaire pour traduire avec succès les normes ou les critères établis par la campagne en besoins et idiosyncrasies locaux. Elle encourage ainsi l'engagement volontaire, les partenariats entre zones urbaines et rurales et la mise en place de réseaux de gouvernance régionale avec les entreprises, les sciences et les universités, la culture et l'administration.

Le commerce éthique est présenté comme une solution au succès tangible grâce à la longue expérience des organisations de commerce équitable, des groupes de producteurs et des consommateurs, que les institutions internationales légitiment et dont les bonnes pratiques ont été démontrées. Dans tous ces cas, l'importance de la cocréation de modèles de gouvernance ressort, à partir des niveaux de collectivités locales et régionales et avec la société civile, pour promouvoir des cadres politiques favorables et fiables, capables d'impliquer les agents du changement qui ont démontré des compétences et un leadership plus que suffisants pour façonner un avenir plus durable et équitable.





Les partenaires :



Avec le soutien financier de :



Ce document a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de ce document est de la responsabilité de CGLU et sous aucun prétexte il ne peut être interprété comme le reflet du positionnement de l'Union européenne.

Ce document a été financé par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, Asdi. Asdi ne partage pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La responsabilité de son contenu incombe entièrement à l'auteur.